

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1919.

PROPOSITION DE LOI INSTITUANT LA JOURNÉE DE HUIT HEURES.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Nous croyons inutile de rappeler les considérations d'ordre social, les raisons d'hygiène morale et physique qui légitiment l'établissement de la journée de huit heures.

L'idée a été réalisée dans plusieurs pays. Partout elle figure au premier plan des revendications ouvrières.

L'opposition que la réforme avait tout d'abord rencontrée a cédé devant les résultats de l'expérience. En vérité, la réduction du temps du travail, sans diminuer le rendement, améliore la production.

A maintes reprises, les éléments de la question ont été soumis à la Chambre.

Dès 1895, deux propositions de loi ayant toutes deux pour objet *la limitation de la durée du travail de l'ouvrier adulte*, furent présentées à la Chambre.

L'une de ces propositions fut déposée par M. Helleputte.

Le 12 février 1895, notre honorable collègue développa devant la Chambre une proposition tendant à donner au Roi, dans les industries énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1889 relative au travail des femmes, des adolescents et des enfants, le pouvoir de déterminer la durée maxima de la journée de travail des ouvriers des deux sexes ainsi que les intervalles de repos jugés nécessaires.

L'autre proposition fut faite le 25 février 1895 par M. Louis Bertrand. Elle avait pour objet la réglementation législative de la durée de travail.

H

La proposition visait tous les ateliers et chantiers occupant plus de cinq ouvriers.

Elle fixait la durée maxima du temps de travail à dix heures tout en la réduisant à huit heures pour tous les ouvriers et tous les employés des administrations publiques.

Pour les industries dangereuses, insalubres ou incommodes et pour les industries comptant un grand nombre d'ouvriers inoccupés, la proposition prévoyait la possibilité de réduire la durée de la journée de travail par arrêté royal.

L'auteur de la proposition voyait dans la réduction du temps de travail le moyen d'atténuer la crise du chômage.

Ces deux propositions, en raison de leur connexité, furent soumises à une même Section centrale. Le rapport rédigé par M. Van Cauwenbergh fut déposé le 28 janvier 1896. Il concluait à l'adoption de la proposition de loi de M. Helleputte.

La dissolution des Chambres fit disparaître de l'ordre du jour les deux propositions. Elles furent représentées par leurs auteurs.

M. Bertrand déposa sa proposition le 3 février 1901.

M. Helleputte reproduisit la sienne le 12 juin 1901.

Les propositions furent renvoyées à une Commission spéciale présidée par M. Van Cauwenbergh, l'auteur du rapport de 1896.

M. Mabilie, rapporteur de la Commission, déposa son rapport le 11 mai 1906.

La Commission, adoptant les conclusions admises en 1896 par la Section centrale, demandait à la Chambre d'adopter la proposition de M. Helleputte sur la limitation des heures de travail.

Plus de vingt-trois années se sont écoulées depuis le dépôt du premier rapport qui concluait à la nécessité d'une intervention législative en matière de réglementation du travail des adultes.

Depuis près de treize années, un nouveau rapport a signalé avec force à la Chambre « qu'il est légitime que la loi intervienne pour empêcher qu'on n'abuse du travail de l'ouvrier en lui imposant un labeur excessif ».

Ne récriminons pas à raison des longs retards qu'a subis la discussion de cette réforme.

Bornons-nous à signaler la nécessité inéluctable qui s'impose au Parlement de réaliser sans aucun délai la limitation du temps de travail.

La crise que traverse notre pays fait que ce problème doit être résolu de toute urgence.

Notre classe ouvrière est anémiée par les privations qu'elle a vaillamment supportées pendant l'occupation.

Nul ne peut songer à lui imposer à cette heure un travail épuisant !

Sauvegardons la vitalité de la race en prohibant les longues journées de travail.

Le moment est venu pour la Belgique d'appliquer la journée de huit heures.

En ces derniers temps, un mouvement profond s'est produit dans notre classe ouvrière en vue de l'obtention de cette réforme.

Des grèves ont éclaté sur plusieurs points du pays n'ayant d'autre objectif que la limitation du temps de travail à huit heures.

Les souffrances endurées par la classe ouvrière, le chômage qui lui est imposé par la destruction d'une grande partie de notre industrie font que cette réforme apparaît à l'heure actuelle tout à la fois comme une mesure de sagesse et comme une manifestation d'étroite solidarité nationale.

ÉMILE BRUNET.

**Proposition de loi
instituant la journée de huit heures.**

ARTICLE PREMIER.

Est soumis au régime de la présente loi le travail qui s'exécute :

1° Dans les mines, minières, carrières, chantiers;

2° Dans les usines, manufactures, fabriques, ateliers, restaurants, débits de boissons et bureaux des entreprises industrielles et commerciales;

3° Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que dans ceux où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques;

4° Dans les ports, débarcadères, stations;

5° Dans les transports par terre et par eau.

Les dispositions de la loi s'appliquent aux établissements publics comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

ART. 2.

La durée maxima de la journée de travail pour les ouvriers et employés des exploitations industrielles ou commerciales, ateliers, chantiers, établissements énumérés à l'article premier, ne peut pas excéder huit heures de travail effectif.

ART. 3.

La journée de travail est comprise entre 6 heures du matin et 8 heures du soir.

**Wetsvoorstel
tot invoering van den achturedag.**

EERSTE ARTIKEL.

Is aan de regelen dezer wet onderworpen de arbeid die verricht wordt :

1° In de mijnen, graverijen, steengroeven en op de werven;

2° In de werkhuizen, manufactuurbedrijven, fabrieken, werkplaatsen, eethuizen, dranksluiterijen en bureelen der nijverheids- en handelsondernemingen;

3° In de als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk gerangschikte inrichtingen, alsmede in die, waar de arbeid door middel van stoomketels, of van mechanische motoren verricht wordt;

4° In de havens, losplaatsen, statien;

5° In het vervoer te land of te water.

De bepalingen der wet zijn van toepassing op de openbare evenals op de private inrichtingen, zelfs wanneer zij tot het vakonderwijs of tot de weldadigheid behooren.

ART. 2.

De maximum-duur van den arbeidsdag voor de werklieden en bedienden der nijverheids- of handelsbedrijven, werkplaatsen, werven en inrichtingen vermeld in artikel 1 mag niet acht uren werkelijken arbeid overschrijden.

ART. 3.

De arbeidsdag is begrepen tusschen zes uur 's morgens en acht uur 's avonds.

ART. 4.

La diminution des heures de travail résultant de l'application de l'article 2 ne peut en aucun cas entraîner une diminution des salaires.

ART. 5.

Les dérogations aux dispositions des articles 2 et 3 reconnues indispensables en raison de la nature des industries, des besoins du travail pendant certaines périodes de l'année et des cas de force majeure, seront accordées par arrêté royal après consultation des syndicats ouvriers et des groupements patronaux de la profession et de la région intéressées.

ART. 6.

Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal.

ART. 7.

Des fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la présente loi, sans préjudice aux devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire.

Leurs attributions sont déterminées par arrêté royal.

ART. 8.

Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements désignés à l'article 1^{er}.

ART. 4.

In geen geval kan de vermindering der werkuren, voortvloeiende uit de toepassing van artikel 2, aanleiding geven tot loonsvermindering.

ART. 5.

De afwijkingen van het bepaalde in de artikelen 2 en 3, welke onontbeerlijk bevonden worden wegens den aard der nijverheidstakken, de behoeften van den arbeid op sommige tijden van het jaar en de gevallen van overmacht, worden bij koninklijk besluit toegestaan, nadat de arbeiderssyndicaten en de patroonsbonden van het betrokken bedrijf en gewest werden geraadpleegd.

ART. 6.

De hoofden van onderneming zijn verplicht de tabellen aan te plakken, welke voor de contrôle noodig bevonden worden.

Zij moeten al de overige, bij koninklijk besluit bepaalde voorschriften nakomen.

ART. 7.

Ambtenaren aangewezen door de Regeering houden toezicht op de naleving dezer wet, onverminderd de verrichtingen die aan de ambtenaren der gerechtelijke politie zijn opgelegd.

Hunne bevoegdheden worden bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 8.

De krachtens het vorig artikel aangewezen ambtenaren hebben vrijen toegang tot de inrichtingen vermeld in artikel 1.

Les chefs d'entreprise, patrons, gérants, préposés et ouvriers sont tenus de fournir aux inspecteurs les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

En cas d'infraction à la loi, les inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant à peine de nullité.

ART. 9.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés, sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

En cas de récidive dans l'année, à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 10.

Les chefs d'entreprise, patrons, propriétaires, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi ou qui auront négligé de se conformer aux prescriptions prévues par l'article 6, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées

De hoofden van onderneming, patroons, zaakvoerders, aangestelden en werklieden zijn verplicht, aan de opzieners de inlichtingen te verstrekken, welke zij vragen om zich er van te overtuigen dat de wet nageleefd wordt.

Bij overtreding van de wet maken de opzieners processen-verbaal op, die gelden zoolang het tegenbewijs niet is ingebracht.

Op straffe van nietigheid wordt, binnen acht en veertig uren, een afschrift van het proces-verbaal afgegeven aan den overtreder.

ART. 9.

De hoofden van onderneming, patroons, bestuurders of zaakvoerders, die de voorschriften van deze wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

Er worden even zooveel boeten toegepast als er personen arbeiden in strijd met de wet of de besluiten, zonder dat al de straffen te zamen 1,000 frank mogen overschrijden.

In geval van herhaling binnen een jaar na de vorige veroordeeling worden de straffen op het dubbel gebracht, zonder dat het geheel bedrag der boeten 2,000 frank mag overschrijden.

ART. 10.

De hoofden van onderneming, patroons, eigenaars, bestuurders of zaakvoerders, dit het toezicht, uit kracht van deze wet ingericht, belemmeren of die nalaten de bij artikel 6 bedoelde voorschriften na te leven, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, de toepas-

par les articles 269 et 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 11.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

ART. 12.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I^{er} de ce code sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Toutefois l'article 85 du dit code ne sera pas appliqué en cas de récidive.

ART. 13.

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise.

ART. 14.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

sing van de straffen bepaald bij de artikelen 269 en 274 van het Strafwetboek.

In geval van herhaling binnen een jaar na de vorige veroordeeling wordt de straf op het dubbel gebracht.

ART. 11.

De hoofden van onderneming zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de boeten uitgesproken ten laste van hunne bestuurders of zaakvoerders.

ART. 12.

Met afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van het Strafwetboek van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

Artikel 85 van dit wetboek wordt echter niet toegepast ingeval van herhaling.

ART. 13.

De openbare rechtsvordering, voortvloeiende uit eene overtreding van deze wet, verjaart na verloop van een volle jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

ART. 14.

Om de drie jaar doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de werking der wet.

ÉMILE BRUNET.

J. DESTREE.

H. LÉONARD.

NICOLAS SOUPLIT.

VICTOR ERNEST.

LAMBILLOTTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1919.

WETSVOORSTEL TOT INVOERING VAN DEN ACHTURENDAG.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Wij achten het nutteloos te herinneren aan de overwegingen van maatschappelijke aard, aan de redenen van zedelijke en lichamelijke gezondheid, die de invoering van den achturedag wettigen.

De gedachte werd ten uitvoer gebracht in verscheidene landen. Overal treedt zij op den voorgrond van de eischen der werklieden.

De tegenstand, waarop de hervorming in het begin stuitte, gaf toe voor de uitslagen der ondervinding. In der waarheid zal de vermindering van den arbeidsduur de voortbrenging verbeteren zonder de opbrengst te verminderen.

Herhaaldelijk werden de grondbeginselen der quaestie aan de Kamer onderworpen.

Van 1895 af werden twee wetsvoorstellen, beide ten doel hebbende *de beperking van den arbeidsduur voor den volwassen werkman*, aan de Kamer voorgelegd.

Een dezer voorstellen werd ingediend door den heer Helleputte.

Den 12ⁿ Februari 1895 lichtte ons achtbaar medelid een voorstel toe, strekkende om den Koning in de nijverheidsbedrijven, opgesomd in het eerste artikel der wet van 13 December 1889 betreffende den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen, de macht te geven den hoogsten duur van den arbeidsdag van beiderlei kunne, alsook de noodig geachte rustpoozen te bepalen.

Het tweede voorstel werd den 25ⁿ Februari 1895 voorgelegd door den heer Louis Bertrand.

Het bedoelde de regeling van den arbeidsduur door de wet. Het voorstel betrof al de werkhuizen en werkplaatsen waar meer dan vijf werklieden arbeiden.

Het bepaalde den hoogsten duur van den arbeidsdag op tien uren, hem tevens verminderend tot acht uren voor al de werklieden en beambten der openbare besturen.

Voor de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke nijverheidsbedrijven en voor die welke een groot getal werklooze arbeiders tellen, voorzag het voorstel de mogelijkheid om den duur van den arbeidsdag bij koninklijk besluit te verminderen.

De voorsteller beschouwde de beperking van den arbeidstijd als het middel om de crisis der werkloosheid te verzachten.

Wegens hunnen samenhang werden die twee voorstellen aan eene zelfde Middenafdeeling onderworpen. Het verslag, opgemaakt door den heer Van Cauwenbergh, werd ingediend den 28ⁿ Januari 1896. Het besloot tot goedkeuring van het wetsvoorstel van den heer Helleputte.

Door de ontbinding der Kamer werden de beide wetsvoorstellen van de dagorde afgevoerd. Zij werden opnieuw door hunne voorstellers ingediend.

De heer Bertrand legde zijn voorstel over den 3ⁿ Februari 1901.

De heer Helleputte diende het zijne opnieuw in den 12ⁿ Juni 1901.

De voorstellen werden verwezen naar eene bijzondere commissie, voorgezeten door den heer Van Cauwenbergh, die het verslag van 1896 had opgemaakt.

Op 11 Mei 1906 bracht de heer Mabilie, verslaggever van de Commissie, verslag uit.

De Commissie vereenigde zich met de besluiten, in 1896 door de Middenafdeeling aangenomen, en verzocht de Kamer het voorstel van den heer Helleputte betreffende de beperking der arbeidsuren aan te nemen.

Meer dan drie en twintig jaren zijn verlopen sedert de indiening van het eerste verslag, dat besloot tot de noodzakelijkheid van het invoeren van eene wet tot regeling van den arbeid der volwassenen.

Sedert bijna dertien jaar deed een nieuw verslag met kracht uitschijnen « dat het billijk is dat de wet optrede om te beletten dat men den arbeid van den werkman misbruike door hem een overdreven werk op te leggen ».

Laten wij niet klagen over de lange vertraging welke de behandeling van deze hervorming heeft ondergaan.

Doen wij enkel uitschijnen hoe volstrekt noodzakelijk het is dat het Parlement zonder verwijl de beperking van den arbeidsduur aanneme.

De crisis, welke ons land doorstaat, brengt mede dat dit vraagstuk dringend moet worden opgelost.

Onze arbeidersklasse lijdt aan bloedarmoede door de ontberingen welke zij, tijdens de bezetting moedig heeft onderstaan.

Niemand kan er aan denken, haar op dit oogenblik een uitputtend werk op te leggen !

Vrijwaren wij de levenskracht van het ras door het verbod van *lange* arbeidsdagen.

Het oogenblik is voor België gekomen om den achturendag op te leggen.

In de jongste tijden ontstond onder de werklieden eene diepgaande beweging tot het bekomen dier hervorming.

Op verscheidene plaatsen des lands zijn werkstakingen ontstaan, die slechts beperking van den arbeidsdag tot acht uren bedoelen.

Het lijden, door de arbeidersklasse doorstaan, de werkloosheid, die haar is opgelegd wegens de vernietiging van een groot deel onzer nijverheid, hebben ten gevolge dat deze hervorming én als een wijze maatregel én als eene uiting van nauwe nationale samenhoorigheid mag gelden.

EMIEL BRUNET.

**Proposition de loi
instituant la journée de huit heures.**

ARTICLE PREMIER.

Est soumis au régime de la présente loi le travail qui s'exécute :

1^o Dans les mines, minières, carrières, chantiers;

2^o Dans les usines, manufactures, fabriques, ateliers, restaurants, débits de boissons et bureaux des entreprises industrielles et commerciales;

3^o Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que dans ceux où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques;

4^o Dans les ports, débarcadères, stations;

5^o Dans les transports par terre et par eau.

Les dispositions de la loi s'appliquent aux établissements publics comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

ART. 2.

La durée maxima de la journée de travail pour les ouvriers et employés des exploitations industrielles ou commerciales, ateliers, chantiers, établissements énumérés à l'article premier, ne peut pas excéder huit heures de travail effectif.

ART. 3.

La journée de travail est comprise entre 6 heures du matin et 8 heures du soir. •

**Wetsvoorstel
tot invoering van den achturendag.**

EERSTE ARTIKEL.

Is aan de regelen dezer wet onderworpen de arbeid die verricht wordt :

1^o In de mijnen, graverijen, steengroeven en op de werven;

2^o In de werkhuisen, manufactuurbedrijven, fabrieken, werkplaatsen, eethuizen, drankslijterijen en bureelen der nijverheids- en handelsondernemingen;

3^o In de als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk gerangschikte inrichtingen; alsmede in die, waar de arbeid door middel van stoomketels of van mechanische motoren verricht wordt;

4^o In de havens, losplaatsen, statien;

5^o In het vervoer te land of te water.

De bepalingen der wet zijn van toepassing op de openbare evenals op de private inrichtingen, zelfs wanneer zij tot het vakonderwijs of tot de weldadigheid behooren.

ART. 2.

De maximum-duur van den arbeidsdag voor de werklieden en bedienden der nijverheids- of handelsbedrijven, werkplaatsen, werven en inrichtingen vermeld in artikel 1 mag niet acht uren werkelijken arbeid overschrijden.

ART. 3.

De arbeidsdag is begrepen tusschen zes uur 'smorgens en acht uur 's avonds.

ART. 4.

La diminution des heures de travail résultant de l'application de l'article 2 ne peut en aucun cas entraîner une diminution des salaires.

ART. 5.

Les dérogations aux dispositions des articles 2 et 3 reconnues indispensables en raison de la nature des industries, des besoins du travail pendant certaines périodes de l'année et des cas de force majeure, seront accordées par arrêté royal après consultation des syndicats ouvriers et des groupements patronaux de la profession et de la région intéressées.

ART. 6.

Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal.

ART. 7.

Des fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la présente loi, sans préjudice aux devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire.

Leurs attributions sont déterminées par arrêté royal.

ART. 8.

Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements désignés à l'article 1^{er}.

ART. 4.

In geen geval kan de vermindering der werkuren, voortvloeiende uit de toepassing van artikel 2, aanleiding geven tot loonsvermindering.

ART. 5.

De afwijkingen van het bepaalde in de artikelen 2 en 3, welke onontbeerlijk bevonden worden wegens den aard der nijverheidstakken, de behoeften van den arbeid op sommige tijden van het jaar en de gevallen van overmacht, worden bij koninklijk besluit toegestaan, nadat de arbeiderssyndicaten en de patroonsbonden van het betrokken bedrijf en gewest werden geraadpleegd.

ART. 6.

De hoofden van onderneming zijn verplicht de tabellen aan te plakken, welke voor de contrôle noodig bevonden worden.

Zij moeten al de overige, bij koninklijk besluit bepaalde voorschriften nakomen.

ART. 7.

Ambtenaren aangewezen door de Regeering houden toezicht op de naleving dezer wet, onverminderd de verrichtingen die aan de ambtenaren der gerechtelijke politie zijn opgelegd.

Hunne bevoegdheden worden bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 8.

De krachtens het vorig artikel aangewezen ambtenaren hebben vrijen toegang tot de inrichtingen vermeld in artikel 1.

Les chefs d'entreprise, patrons, gérants, préposés et ouvriers sont tenus de fournir aux inspecteurs les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

En cas d'infraction à la loi, les inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant à peine de nullité.

ART. 9.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés, sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

En cas de récidive dans l'année, à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 10.

Les chefs d'entreprise, patrons, propriétaires, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi ou qui auront négligé de se conformer aux prescriptions prévues par l'article 6, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées

De ,hoofden van onderneming, patroons, zaakvoerders, aangestelden en werklieden zijn verplicht, aan de opzieners de inlichtingen te verstrekken, welke zij vragen om zich er van te overtuigen dat de wet nageleefd wordt.

Bij overtreding van de wet maken de opzieners processen-verbaal op, die gelden zoolang het tegenbewijs niet is ingebracht.

Op straffe van nietigheid wordt, binnen acht en veertig uren, een afschrift van het proces-verbaal afgegeven aan den overtreder.

ART. 9.

De hoofden van onderneming, patroons, bestuurders of zaakvoerders, die de voorschriften van deze wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

Er worden even zooveel boeten toegepast als er personen arbeiden in strijd met de wet of de besluiten, zonder dat al de straffen te zamen 1,000 frank mogen overschrijden.

In geval van herhaling binnen een jaar na de vorige veroordeeling worden de straffen op het dubbel gebracht, zonder dat het geheel bedrag der boeten 2,000 frank mag overschrijden.

ART. 10.

De hoofden van onderneming, patroons, eigenaars, bestuurders of zaakvoerders, dit het toezicht, uit kracht van deze wet ingericht, belemmeren of die nalaten de bij artikel 6 bedoelde voorschriften na te leven, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, de toepas-

par les articles 269 et 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 11.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

ART. 12.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 83 du livre I^{er} de ce code sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Toutefois l'article 83 du dit code ne sera pas appliqué en cas de récidive.

ART. 13.

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise.

ART. 14.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

sing van de straffen bepaald bij de artikelen 269 en 274 van het Strafwetboek.

In geval van herhaling binnen een jaar na de vorige veroordeeling wordt de straf op het dubbel gebracht.

ART. 11.

De hoofden van onderneming zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de boeten uitgesproken ten laste van hunne bestuurders of zaakvoerders.

ART. 12.

Met afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek zijn hoofdstuk VII en artikel 83 van boek I van het Strafwetboek van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

Artikel 83 van dit wetboek wordt echter niet toegepast ingeval van herhaling.

ART. 13.

De openbare rechtsvordering, voortvloeiende uit eene overtreding van deze wet, verjaart na verloop van een volle jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

ART. 14.

Om de drie jaar doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de werking der wet.

ÉMILE BRUNET.

J. DESTREE.

H. LÉONARD.

NICOLAS SOUPLIT.

VICTOR ERNEST.

LAMBILLOTTE.